

Changement climatique : Total savait

(Reporterre) [Alexandre-Reza Kokabi](#) le 20 octobre 2021

https://reporterre.net/Changement-climatique-Total-savait?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne

Depuis un demi-siècle, Total sait que ses activités contribuent au réchauffement climatique. Réaction de la majeure pétrolière ? Détourner les yeux, instiller le doute sur la véracité des données scientifiques puis retarder toute politique de lutte ambitieuse, comme le montrent trois chercheurs dans une étude.

Un demi-siècle. Cela fait cinquante ans, au moins, que Total est au courant de l'existence du changement climatique, de ses causes et de ses conséquences. Mais la majeure pétrolière a longtemps nié ces alertes et [semé le doute](#) sur l'état des connaissances scientifiques afin d'extraire toujours plus de combustibles fossiles. Voilà les conclusions d'une [étude](#) menée par des chercheurs en sciences humaines sur le positionnement adopté par Total — et par Elf, absorbée par Total en 1999 — à l'égard de sa contribution au changement climatique ces cinq dernières décennies.

Publiée mercredi 20 octobre dans la revue *Global Environmental Change*, l'étude a été réalisée par les chercheurs français Christophe Bonneuil, Pierre-Louis Choquet et l'Étatsunien Benjamin Franta à partir d'archives et d'entretiens avec d'anciens dirigeants de Total et d'Elf. Elle apporte un regard nouveau sur les multinationales françaises — ce type de recherches a jusqu'alors surtout été mené dans le champ anglo-saxon. Celles-ci sont précieuses pour mettre au jour les efforts déployés par l'industrie des hydrocarbures pour produire de l'ignorance autour du changement climatique et lutter contre la régulation de ses activités. Des politiques aux conséquences désastreuses : l'extraction annuelle des combustibles fossiles [a septuplé au cours des soixante-dix dernières années](#), et [vingt entreprises du secteur des énergies fossiles](#) sont responsables de plus d'un tiers des émissions totales de gaz à effet de serre dans le monde depuis 1965.

En 1971, Total savait : son propre magazine faisait le lien entre réchauffement du climat et hydrocarbures

Depuis quand Total connaît-il l'existence du changement climatique ? Dès le début des années 1950, plusieurs acteurs de l'industrie pétrolière, notamment les membres de l'organisme American Petroleum Institute (API), avaient reçu des alertes. Ils ont commandité des recherches sur le sujet vers la fin des années 1960. Ces travaux concluaient déjà qu'une utilisation accrue des combustibles fossiles contribuerait à un réchauffement climatique lourd de conséquences pour les populations du monde. Total, membre de l'API par sa filiale nord-américaine, pourrait avoir eu accès à ces résultats.

De façon plus certaine, la recherche de MM. Bonneuil, Choquet et Franta montre que Total avait pleinement conscience du potentiel destructeur de ses produits sur le climat terrestre en 1971. Cette année-là, un article publié dans le magazine de l'entreprise, *Total Information*, développait des prévisions qui se sont révélées, par la suite, prémonitoires.

« Depuis le XIX^e siècle, l'Homme brûle en quantité chaque jour croissante des combustibles fossiles, charbons et hydrocarbures. Cette opération aboutit à la libération de quantités énormes de gaz carbonique, avançant le géographe François Durand-Dastès, auteur de cet article intitulé « La pollution atmosphérique et le climat ». Si la consommation de charbon et de pétrole garde le même rythme dans les années à venir, la concentration de gaz carbonique pourrait atteindre 400 parties par million [[1](#)] vers 2010. »

« Total information » - no 47 / 1971

L'auteur, craignant une augmentation de la température moyenne de l'atmosphère, qualifiait d'« *assez préoccupante* » la hausse de la concentration de gaz carbonique. « *La circulation atmosphérique pourrait s'en trouver modifiée, et il n'est pas impossible, selon certains, d'envisager une fonte au moins partielle des calottes glaciaires des pôles, dont résulterait à coup sûr une [montée sensible du niveau marin](#). Ses conséquences catastrophiques sont faciles à imaginer...* » écrivait-il.

Dans les années qui suivirent, un nombre croissant d'études parurent et la responsabilité des activités humaines dans le changement climatique devenait de plus en plus étayée. Elle était même au menu de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain tenue à Stockholm en 1972. L'année suivante, le candidat écologiste à l'élection présidentielle française de 1974, René Dumont, publiait son best-seller [L'Utopie ou la mort](#) (Le Seuil, 1973), qui annonçait des « *changements irréversibles du climat* ».

« *À ce moment-là, il y avait encore pas mal d'incertitudes autour du changement climatique. Mais la prise de conscience que l'atmosphère est fragile, que ce n'est pas un réservoir où on peut balancer n'importe quoi, devenait de plus en plus forte* », dit à Reporterre l'historien des sciences Christophe Bonneuil, l'un des auteurs de l'étude.

Face aux alertes, Total a opté pour la « cécité volontaire »

Exposé à ces alertes jusque dans son propre magazine, comment a réagi Total ? Les auteurs indiquent que la majeure pétrolière, ainsi que sa comparse Elf, sont entrées dans un état de « *cécité volontaire* ». L'examen des magazines de Total et d'Elf parus entre 1965 et 2010 montre qu'ils n'ont pas abordé une seule fois le changement climatique de 1972 à 1988, même après la [Conférence mondiale sur le climat de Genève de 1979](#) ou le [rapport de l'US National Research Council Report de la même année](#). À la suite de sa parution, la revue *Nature* avait décrit le réchauffement de la planète comme « *le problème environnemental le plus important dans le monde aujourd'hui* ».

Pendant ce temps, Total a investi fortement dans le charbon à la suite du choc pétrolier de 1973, s'alliant notamment à la compagnie britannique BP pour exploiter les réserves de charbon de la mine Ermelo, en Afrique du Sud, en 1976, ou en augmentant sa capacité d'importation de charbon dans le port français du Havre.

Sur la défensive, la majeure a instillé le doute sur les données produites par les scientifiques

À partir des années 1980, feindre l'ignorance est devenu intenable pour les pétroliers. « *Les alertes sont devenues trop nombreuses et, en parallèle, les politiques ont commencé à imaginer des mesures de régulation*, relate Christophe Bonneuil. *En réponse, l'industrie pétrolière s'est organisée pour échanger des éléments de langage et des stratégies pour ralentir voire bloquer toute décision politique ambitieuse.* »

En 1984, la majeure Exxon, qui a mené plusieurs recherches sur le changement climatique, a pris la tête du mouvement de défense des intérêts des pétroliers. « *Peut-être parce que l'enjeu leur paraissait devenir trop important et appelait une réponse collective de la profession, ils ont fait le pas de partager leur préoccupation avec les autres compagnies* », a déclaré aux auteurs de l'étude Bernard Tramier, directeur de l'environnement chez Elf de 1983 à 1999. Lui-même a envoyé, début 1986, un rapport au comité exécutif d'Elf dans lequel il expliquait que le réchauffement climatique était inévitable et exigeait une stratégie défensive de la part du secteur.

Ce fut le début d'une série d'attaques répétées des pétroliers contre les sciences du climat. « *Jusqu'à présent, dit Christophe Bonneuil, on pensait que les championnes françaises étaient plus vertueuses et n'avaient pas participé à cette fabrique du doute. Notre travail démontre le contraire.* » L'étude révèle qu'aux côtés des autres majeures, notamment au sein de l'International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA), Total et Elf ont peaufiné leur lobbyisme contre les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

« Les majeures françaises ont participé à la fabrique du doute. »

En 1988, lors d'une réunion au siège social de Total, un « *groupe de travail sur les dérèglements climatiques dans le monde* » a vu le jour, présidé par Duane LeVine, chargé du développement stratégique et scientifique d'Exxon et composé de représentants des principales entreprises pétrolières mondiales. L'année suivante, le groupe envoyait un document stratégique aux membres de l'IPIECA dans lequel Duane LeVine recommandait de mettre en avant les incertitudes associées aux sciences du climat et le coût économique des mesures de régulation, pour mettre en échec les politiques publiques susceptibles de « *recomposer... le bouquet énergétique* » avec moins d'énergies fossiles.

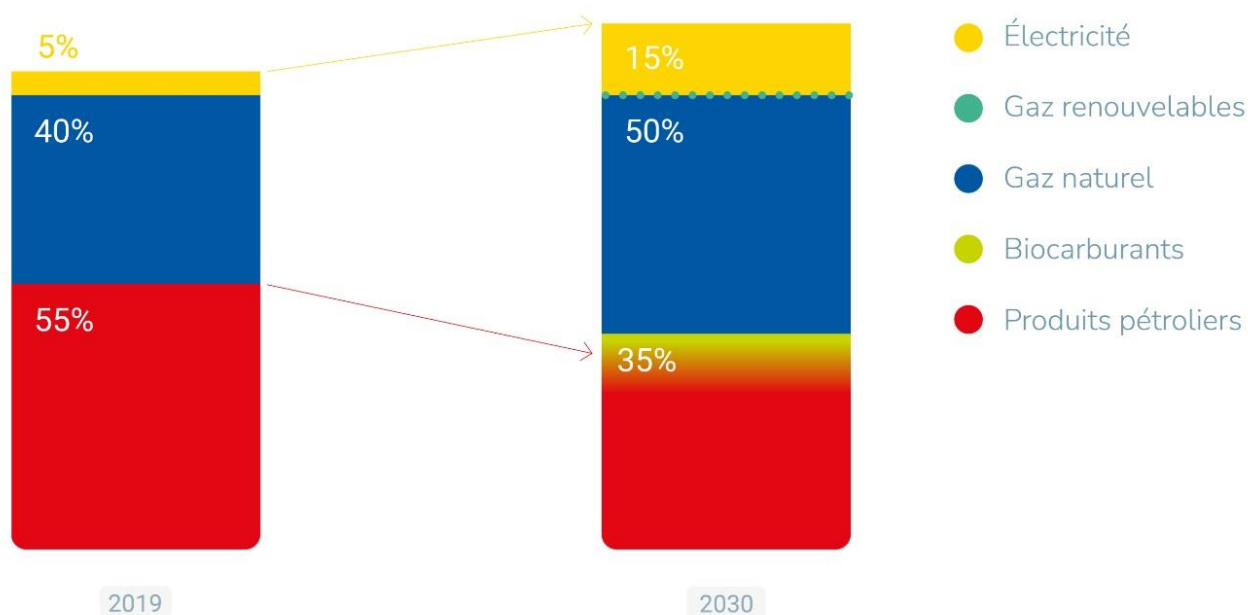
Les années qui suivirent, Exxon conserva la position dominante sur la stratégie des majeures pétrolières, dont Total et Elf. « *Ça nous arrangeait car on n'avait pas les connaissances ni les moyens pour peser dans le milieu scientifique, dans le processus IPCC [IPCC désigne, en anglais, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)] et onusien, a déclaré Bernard Tramier aux auteurs. On était suivistes d'Exxon [...]. Ce qu'on ne voulait pas, c'était que des décisions drastiques soient prises avant une certitude sur la réalité et l'ampleur d'un réchauffement d'origine anthropique.* »

M. Tramier, président de l'Ipieca entre 1991 et 1994, a par exemple approuvé le financement de recherches scientifiques visant à trouver les faiblesses des modèles climatiques et à pouvoir présenter le réchauffement climatique comme moins alarmant [2]. Au début des années 1990, Elf a également commencé à placer de jeunes ingénieurs tout juste diplômés dans les meilleurs laboratoires des sciences du climat afin d'assurer une veille des derniers développements de la climatologie.

Dans leur propre communication et leur lobbyisme, Total et Elf ont semé le doute autour de la réalité du changement climatique, en partie pour faire échouer — avec succès — la taxation de l'énergie ou du carbone au début des années 1990. « *Il n'existe aucune certitude sur l'impact des activités humaines, parmi lesquelles la combustion d'énergies fossiles* », déclarait ainsi en 1992, Jean-Philippe Caruette, le directeur de l'environnement de Total, dans le magazine de l'entreprise. Quelques semaines plus tard, au sommet de Rio, Total distribua un dossier affirmant que « *les progrès considérables réalisés en climatologie depuis le début du siècle n'ont pas permis de dissiper les incertitudes concernant l'effet de serre* ». En mars 1993, Francis Girault, directeur de la prospective, de l'économie et de la stratégie chez Elf et proche conseiller du PDG de la société, a rédigé une note pour le comité de direction de l'entreprise dans lequel il soutenait explicitement une stratégie de doute offensive et proposait d'identifier des « *scientifiques de renom pouvant intervenir positivement dans le débat* ».

Une nouvelle stratégie : minimiser l'urgence climatique et pratiquer l'écoblanchiment

Les auteurs révèlent que, peu à peu, des cadres des compagnies ont commencé à se sentir mal à l'aise, la position de contestation du consensus scientifique devenant contre-productive face aux avancées des savoirs et à l'engagement de la société civile. À partir de la fin des années 1990, Elf et Total se sont peu à peu distancés de cette stratégie, tout en continuant d'investir massivement dans le pétrole et le gaz [3]. « *Chez Elf, par exemple, c'est vers 1996 que cette ligne moins agressivement climatonegationniste l'emporta en interne, dit Christophe Bonneuil. Elf n'était pas quelque chose d'homogène, il y a eu à un moment une forme de bataille. Et juste avant la COP3 de Kyoto en 1997, le PDG Philippe Jaffré a [aussi] opté pour cette autre stratégie.* »



En 2030, malgré une communication axée sur l'énergie verte, 85 % de l'énergie produite par Total sera fossile, selon la communication officielle du groupe. *Capture d'écran du site de [Total](#).*

Au lieu de contester systématiquement la réalité du réchauffement climatique, la nouvelle stratégie consistait à sous-estimer l'urgence et à [afficher de la bonne volonté écolo](#). Au programme : des mesures internes pour voir où réduire « à peu de frais » les émissions de gaz à effet de serre, la promotion des engagements volontaires, d'un système d'échange des droits d'émissions, ou encore la sponsoring par Elf d'études des forêts tropicales menées par le botaniste français [Francis Hallé](#) en 1989, des partenariats avec les parcs français nationaux et régionaux, ou encore le mécénat de Total de recherches sur la préservation de la biodiversité marine.

En septembre 2006, cette évolution progressive de Total — qui avait entre-temps acquis Elf et la compagnie belge Petrofina — aboutit à l'organisation d'une conférence sur le changement climatique. Devant 280 personnalités scientifiques, la compagnie pétrolière fit allégeance aux rapports du Giec. « *Le Giec remplit parfaitement sa mission fédératrice et le sérieux de ses rapports n'est pas contesté* », déclara Thierry Desmarest, le PDG de Total, dans son discours inaugural.

« *Ce cadre a permis à Total de se présenter comme un groupe réceptif à l'égard de la communauté scientifique et de masquer ses investissements dans la production de combustibles fossiles derrière un récit positif sur la transition énergétique, de se positionner comme légitime à définir ses propres scénarios de réduction des émissions* », dit l'auteur Christophe Bonneuil. « *Cela permet à Total de gagner du temps, de continuer à investir massivement dans les énergies fossiles.* »

Depuis lors, Total n'a cessé d'intensifier ses efforts pour se forger une image de meneur de l'action climatique [4]. L'acmé de ce verdissement : en 2021, Total s'est rebaptisé TotalEnergies et a augmenté ses investissements dans des sources énergétiques non fossiles. « *Qu'est-ce qui nous dit que ce nouveau nom est plus qu'un gadget* », s'interroge Christophe Bonneuil.

[« En Ouganda et en Tanzanie, les projets de Total engendrent famines et déscolarisations »](#)

Derrière cette façade, la période 2015-2019 a été marquée par la dépense de 77 milliards de dollars (66 milliards d'euros) en cinq ans dédiés à l'exploration et la production de pétrole et de gaz. Et comme l'a montré *Reporterre* dans [une récente enquête](#), l'entreprise prévoit de s'enfermer dans les énergies fossiles et d'en augmenter sa production de 15 % d'ici à 2030. Le géant veut produire plus de gaz et ne compte pas abandonner le pétrole. Et pour y parvenir, il s'implique, partout dans le monde, dans une

kyrielle de [projets aussi massifs que destructeurs de l'environnement](#). Exemple ? En Ouganda, la firme développe un [projet pétrolier titanesque incluant l'oléoduc chauffé le plus long du monde](#) : celui-ci traversera le pays sur 1 445 kilomètres et entraîne des déplacements massifs de population.

Joint par téléphone, un représentant de Total a évoqué un « *branle-bas de combat* » en interne. *Reporterre* a ensuite reçu un long courriel — [à lire en intégralité ici](#) —, dans lequel la firme indique qu'il est « *faux de soutenir que le risque climatique aurait été tu par Total dans les années 1970 et ensuite, dès lors que Total suivait l'évolution des connaissances scientifiques disponibles publiquement* ». « *Depuis 2015, notre compagnie est engagée dans une profonde transformation de ses activités avec l'ambition d'être un acteur majeur de la transition énergétique* », a ajouté la majeure pétrolière.